

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Implications économiques et fiscales pour le Canada du changement de régime au Venezuela

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

FAITS SAILLANTS

- ▶ En nous appuyant sur [notre précédente analyse](#) des répercussions du changement de régime au Venezuela sur l'économie mondiale et le marché du pétrole, nous explorons cette fois en détail ses possibles implications économiques et fiscales pour le Canada.
- ▶ Les dépenses en immobilisations dans le secteur canadien de l'énergie demeurent un important moteur de l'investissement global des entreprises. Toutefois, le contexte actuel diffère de celui de 2014. L'incertitude accrue entourant les perspectives des prix du pétrole devrait à nouveau freiner les investissements prévus, mais les retombées économiques plus larges de la baisse des prix du pétrole sont plutôt perçues comme un risque à moyen terme.
- ▶ Dans la mesure où un changement de régime au Venezuela devrait se traduire par des effets sur les prix du pétrole plus graduels et davantage concentrés régionalement que par le passé, l'incidence sur l'économie canadienne devrait demeurer limitée. Dans le scénario le plus défavorable, le PIB nominal en 2027 pourrait être jusqu'à 1 % inférieur à ce qui était anticipé dans nos *Prévisions économiques et financières* (PEF) de décembre 2025. Cela étant dit, les effets d'un repli du prix du WCS (*Western Canadian Select*) devraient se manifester plus nettement en Alberta que dans l'ensemble du pays.
- ▶ En Alberta, les développements récents sur le plan des finances publiques suggèrent la présence de vents contraires. Le déficit pourrait se creuser de 6,7 G\$ en 2026-2027 (exercice 2027) et de 5,2 G\$ pour l'exercice 2028 par rapport aux projections du budget 2025 de l'Alberta, si notre nouvelle hypothèse de prix du WCS se matérialise. Dans un scénario où le prix du WCS atteindrait son creux, le déficit pourrait plutôt s'accroître de 9,2 G\$ et de 10,0 G\$ au cours des exercices 2027 et 2028, respectivement. Cela dit, l'Alberta est la province canadienne ayant amorcé l'exercice financier 2026 dans la meilleure position financière : ses déficits prévus sont parmi les plus petits, et sa dette nette en proportion du PIB est incontestablement la plus faible.
- ▶ Le portrait est un peu plus compliqué au fédéral. En effet, les révisions de données historiques et les perspectives économiques meilleures que prévu ont amélioré la situation budgétaire du gouvernement avant même que toute détérioration éventuelle des prix du pétrole ne pèse sur les perspectives économiques et financières. Ainsi, même dans le scénario le plus pessimiste pour les prix du pétrole, les déficits du gouvernement du Canada au cours des prochaines années pourraient être inférieurs à ceux présentés dans le [budget 2025](#).

Veuillez noter que des modifications mineures ont été apportées au texte après la publication initiale afin d'améliorer la clarté et de corriger des erreurs typographiques.

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

En nous appuyant sur [notre précédente analyse](#) des répercussions du changement de régime au Venezuela sur l'économie mondiale et le marché du pétrole, nous explorons cette fois en détail ses possibles implications économiques et fiscales pour le Canada. Cela inclut non seulement les conséquences sur l'économie nationale et les finances fédérales, mais aussi sur l'Alberta, la province canadienne la plus vulnérable à ce changement.

Répercussions économiques

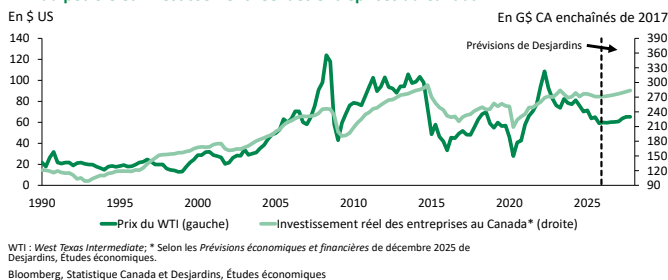
En ce qui a trait aux répercussions économiques dans un premier temps, les dépenses en immobilisations dans le secteur canadien de l'énergie demeurent un important moteur de l'investissement global des entreprises.

Cela est vrai pour les investissements directs dans les sables bitumineux et dans le pétrole et le gaz conventionnels, mais aussi pour ceux dans les infrastructures de transport et les équipements manufacturiers liés aux composantes utilisées dans l'extraction. Ainsi, l'investissement réel des entreprises a été étroitement lié aux fluctuations des prix du pétrole, quoique de façon moins marquée après la chute des prix de l'énergie en 2014 (graphique 1). Lorsque les prix du pétrole ont plongé à ce moment-là, c'est non seulement l'investissement qui a été durement touché, mais également la consommation et les revenus, en particulier dans les provinces productrices d'énergie.

Graphique 1

L'investissement des entreprises au Canada risque d'être modeste en raison de la baisse des prix du pétrole et de la politique commerciale américaine

Prix du pétrole et investissement réel des entreprises au Canada*



Cette fois-ci, les choses devraient être différentes. Même si l'incertitude récente entourant les perspectives des prix du pétrole découragera probablement davantage l'investissement planifié, nous croyons que l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur l'ensemble de l'économie représente un risque plus important à moyen terme.

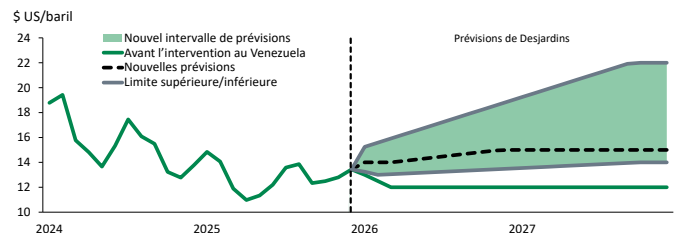
En effet, contrairement au moment où la surabondance de pétrole de schiste avait fait baisser les prix en 2014, nous nous attendons cette fois à ce que ce soit le WCS, le pétrole brut lourd de référence au Canada, qui soit surtout défavorisé, plutôt que l'ensemble du marché du pétrole brut. En revanche, nous prévoyons que les prix du WTI (West Texas Intermediate),

le brut léger de référence pour l'Amérique du Nord, demeureront essentiellement inchangés par rapport à nos PEF de décembre 2025. En outre, il faudra du temps pour que le pétrole lourd produit au Venezuela, puis expédié et traité en Amérique du Nord se traduise par une offre accrue. Et même alors, notre scénario de base ne prévoit qu'un accroissement modeste de l'écart entre les prix obtenus par les producteurs canadiens et ceux obtenus par leurs homologues américains (graphique 2). Bien qu'une chute plus importante du prix du WCS demeure un risque, nous pensons que ce scénario est peu probable.

Graphique 2

L'afflux graduel de pétrole vénézuélien aux États-Unis creusera probablement l'écart entre le WTI et le WCS au fil du temps

Écart entre le WTI et le WCS



Ainsi, comme le changement de régime au Venezuela risque d'influencer les prix du pétrole de manière plus graduelle et régionale que par le passé, l'incidence sur l'économie du Canada sera probablement elle aussi modeste. L'incertitude et la baisse des prix du pétrole limiteront vraisemblablement l'investissement, mais nous ne nous attendons pas à ce que le prix du WCS descende sous le seuil de ce qui était précédemment considéré comme entraînant une récession au Canada. En utilisant la borne supérieure de nos prévisions révisées au graphique 2, nous estimons que le niveau du PIB réel en 2027 serait de 0,5 % inférieur à celui présenté dans nos PEF de décembre 2025. Le PIB réel est plus près de 0,4 % inférieur dans notre nouveau scénario de référence pour l'escompte du WCS, et moins de 0,3 % plus faible selon la borne inférieure de la nouvelle fourchette de prévisions. Parallèlement, le niveau du PIB nominal, la mesure la plus large de l'assiette fiscale, devrait être inférieur de 0,4 %, 0,5 % et 0,7 % aux PEF de décembre 2025 dans les scénarios prévisionnels correspondants pour le WCS. L'incidence sur le PIB nominal est plus grande que sur le PIB réel, car la baisse des prix des exportations de pétrole pèse sur les termes de l'échange et, par conséquent, sur le déflateur du PIB. Somme toute, ces résultats suggèrent que l'effet sur l'économie canadienne sera modeste (graphique 3 à la page 3).

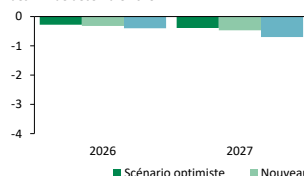
Les prix plus faibles du WCS devraient avoir des effets plus marqués en Alberta qu'à l'échelle nationale. Cela dit, il est

Graphique 3

La baisse des prix du WCS touchera surtout l'économie de l'Alberta

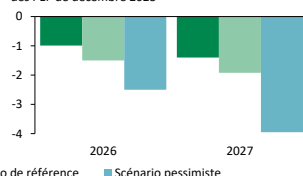
Canada – incidence sur le PIB nominal*

Déviation en % par rapport au scénario de référence des PEF de décembre 2025



Alberta – incidence sur le PIB nominal*

Déviation en % par rapport au scénario de référence des PEF de décembre 2025**



WCS : Western Canadian Select; PEF : Prévisions économiques et financières; * Les estimations d'incidence n'incluent pas de jugement sur les fluctuations de change, mais l'analyse de sensibilité suggère que l'effet compensateur serait faible; ** Les prévisions du PIB nominal de l'Alberta fondées sur les PEF de décembre 2025 n'ont pas encore été publiées.

Desjardins, Études économiques

peu probable qu'ils entraînent la province en récession, même si la différence de prix entre le WCS et le WTI atteignait plus de 20 \$ US le baril, ce qui n'est pas notre scénario de référence. Selon les prévisions de base de nos PEF de décembre 2025, l'Alberta devrait mener le bal de la croissance au Canada pour les deux prochaines années. Ces prévisions étaient soutenues par le fait que les exportations d'énergie vers les États-Unis sont en grande partie conformes à l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), et que l'oléoduc Trans Mountain (TMX) favorise un acheminement accru de combustibles fossiles vers l'Asie. Toutefois, comme les prix obtenus par les producteurs d'énergie de l'Alberta seront probablement moindres que prévu à l'avenir, les investissements, les revenus, le PIB réel et le PIB nominal de l'Alberta pourraient en souffrir (graphique 3).

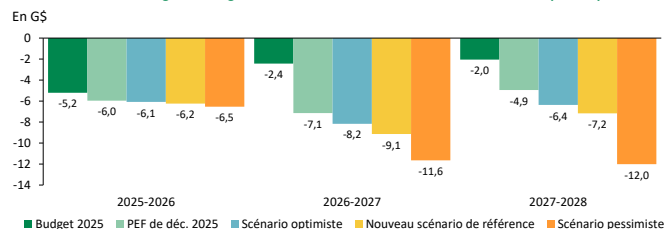
Répercussions budgétaires

Toujours en ce qui concerne l'Alberta, les nouvelles sur le plan budgétaire laissent entrevoir certains vents contraires. C'était déjà le cas pour l'exercice en cours en raison de prix du WTI inférieurs aux prévisions, et malgré un escompte moins élevé que prévu pour les producteurs canadiens de pétrole lourd. En utilisant la sensibilité du déficit provincial aux variations de l'écart WTI-WCS pour estimer les incidences budgétaires, si notre nouvelle prévision du prix de référence du WCS s'avérait exacte, le déficit de l'Alberta pourrait se détériorer de 6,7 G\$ au cours de l'exercice 2026-2027 (exercice 2027) et de 5,2 G\$ au cours de l'exercice 2028 par rapport au budget 2025 de l'Alberta (graphique 4). Si la limite supérieure de l'écart WTI-WCS se concrétisait, le déficit pourrait augmenter de 9,2 G\$ et de 10,0 G\$ au cours des exercices 2027 et 2028, respectivement. Cela dit, l'Alberta est la province canadienne ayant amorcé l'exercice financier 2026 dans la meilleure position financière : ses déficits prévus sont parmi les plus petits, et sa dette nette en proportion du PIB est incontestablement la plus faible. La stratégie de réduction de la dette de la province a également contribué à consolider cet avantage. L'Alberta a aussi une plus grande capacité fiscale que d'autres provinces, avec des impôts moins élevés sur le revenu des particuliers et des sociétés, et aucune taxe de vente.

Graphique 4

La baisse des prix du WCS risque de nuire aux perspectives budgétaires déjà affaiblies de l'Alberta

Prévisions du déficit budgétaire du gouvernement de l'Alberta selon divers scénarios de prix du pétrole*



WTI : West Texas Intermediate; WCS : Western Canadian Select; PEF : Prévisions économiques et financières
* Toutes les prévisions de déficit de Desjardins utilisent les prévisions des PEF de décembre 2025 pour le WTI.
Gouvernement de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

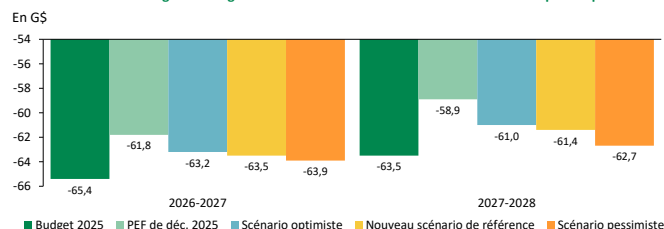
Le portrait est un peu plus compliqué au fédéral. En effet, les révisions de données historiques et les perspectives économiques meilleures que prévu ont amélioré la situation budgétaire du gouvernement avant même que toute détérioration éventuelle des prix du pétrole ne pèse sur les perspectives économiques et financières.

Ainsi, même dans le scénario le plus pessimiste pour les prix du pétrole, les déficits du gouvernement du Canada au cours des prochaines années pourraient être inférieurs à ceux présentés dans le [budget 2025](#) (graphique 5). Cela dit, comme le niveau du PIB nominal devrait être plus faible au cours des deux prochaines années que nous l'avions prévu en décembre, des prix du pétrole moins élevés à l'avenir devraient gruger une partie de ces recettes fédérales inattendues. Si l'on se fonde sur les sensibilités budgétaires pour la croissance du PIB réel et l'inflation du PIB publiées dans le budget 2025, l'incidence d'un PIB nominal plus faible (comme décrit ci-dessus) pourrait entraîner des augmentations de 1,7 G\$ du déficit pour l'exercice 2027 et de 2,5 G\$ pour l'exercice 2028 dans notre nouveau scénario de référence pour le prix du WCS (graphique 5). Dans le scénario le plus pessimiste, l'incidence sur les résultats financiers du gouvernement fédéral n'augmenterait que légèrement pour atteindre 2,1 G\$ et 3,8 G\$ pour les exercices 2027 et 2028, respectivement. (Il est à noter que nous avons exclu l'analyse pour l'exercice 2026, car le budget 2025 a été publié très près de la fin de l'exercice.)

Graphique 5

La baisse des prix du WCS devrait avoir un effet minime sur les perspectives budgétaires fédérales, qui se sont améliorées

Prévisions du déficit budgétaire du gouvernement du Canada selon divers scénarios de prix du pétrole*



WTI : West Texas Intermediate; WCS : Western Canadian Select; PEF : Prévisions économiques et financières
* Toutes les prévisions de déficit de Desjardins utilisent les prévisions des PEF de décembre 2025 pour le WTI.
Gouvernement de l'Alberta et Desjardins, Études économiques